



PREFET DE LA RÉGION BRETAGNE
Autorité Environnementale

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

23 JAN. 2014

Arrêté préfectoral du
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret du 14 juin 2013 portant nomination de Monsieur Patrick STRZODA, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-SGAR/DREAL/DSG du 01 octobre 2013 portant délégation de signature à Monsieur Marc NAVEZ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-7298 du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature à Monsieur Bernard MEYZIE, directeur adjoint et à Madame Annick BONNEVILLE, directrice adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le formulaire de demande d'examen au cas par cas n° F05313P1097 - relatif au **projet de requalification et d'extension de la ZA de Kermarquer, sur la commune de La Trinité sur Mer (56)**, déposé par la communauté de communes de la Côte des mégalithes (CCCM), reçu et considéré complet le 19/12/2013 ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé du 06/01/2014 ;

Vu l'auto-évaluation, renseignée par le pétitionnaire, qui conclut à la **nécessité** de réaliser une étude d'impact, afin d'optimiser le projet à son environnement.

Considérant que le projet de requalification et d'extension du zone d'activités, relève de la rubrique n° 33 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet prévoit :

- l'extension de 5,8 ha de la zone d'activités existante, portant sa surface à 15,8 ha ;
- la requalification de la zone actuelle, l'aménagement de voiries internes et la création d'un bassin pour la gestion des eaux pluviales ;
- le défrichement et les terrassements pour la réalisation des différents réseaux ;

Considérant la localisation du projet sur le territoire d'une commune littorale, proche du site Natura 2000 « golfe du Morbihan », dans une zone classé AUI au PLU de la commune ;

Considérant que :

- un inventaire des zones humides a été réalisé et que le projet porte atteinte à ces zones humides ;
- la zone d'extension a été utilisée pour le dépôt de vases et les investigations notent la présence de sols pollués ;
- la création de cette extension est susceptible d'entraîner la destruction d'habitats naturels.

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la **section première** du chapitre II du **titre II** du livre premier du code de l'environnement, le projet de **requalification et d'extension de la ZA de Kermarquer, sur la commune de La Trinité sur Mer**, doit comporter une étude d'impact dont le contenu est défini à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

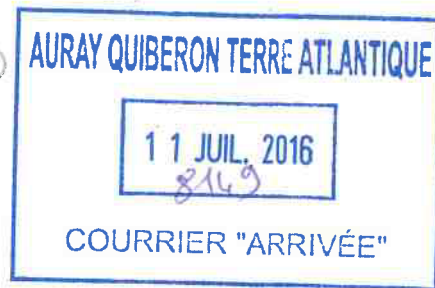
Article 3

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne et sur celui de la préfecture de Région.

Le Préfet de région
Autorité environnementale,
Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur régional

Marc NAVEZ



PRÉFET DU MORBIHAN

Préfecture du Morbihan
Direction des relations avec
les collectivités locales
Bureau de l'intercommunalité
et de l'urbanisme
Affaire suivie par : Régine LE DIVENACH
Tél : 02 97 54 86 51
regine.le-divenach@morbihan.gouv.fr

Vannes, le - 6 JUL. 2016

Le préfet du Morbihan
à
Monsieur le président
de Auray Quiberon Terre Atlantique
Espace tertiaire Porte Océane 2
Rue du Danemark
BP 70447
56404 AURAY Cédex

(en communication à M. le sous-préfet
de Lorient)

Objet : Commune de La Trinité-sur-Mer - demande de déclaration d'utilité publique du
projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer.
PJ : avis de l'autorité environnementale.

Par courrier du 21 avril 2016 dernier, j'ai saisi l'autorité environnementale concernant l'étude d'impact pour votre demande de déclaration d'utilité publique du projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer sur la commune de La Trinité-sur-Mer.

Je vous transmets ci-joint, l'avis rendu le 24 juin dernier concernant ce dossier.

L'autorité environnementale a considéré que les travaux de requalification et d'extension faisaient partie intégrante du projet devant faire l'objet d'une étude d'impact. Elle recommande en conséquence d'actualiser et de compléter cette étude, avant de la resaisir.

Je me tiens à votre disposition pour vous apporter toute précision concernant la poursuite de la procédure de déclaration d'utilité publique.

Le préfet,

Par délégation.
Le Secrétaire Général



Jean-Marc GALLAND



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
de Bretagne

Rennes, le **24 JUIN 2016**

Autorité environnementale

AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE
relatif au dossier de déclaration d'utilité publique (DUP) du projet d'extension
de la zone d'activités de Kermarquer
sur la commune de La Trinité-sur-Mer dans le Morbihan
dossier reçu le 25 avril 2016

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

Par courrier reçu le 25 avril 2016, le Préfet du Morbihan a saisi pour avis le Préfet de la région Bretagne, Autorité environnementale (Ae) compétente selon l'article R 122-6 du code de l'environnement, du dossier de DUP du projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer sur la commune de La Trinité-sur-Mer.

Le projet est soumis aux dispositions de l'article R 122-2 du code de l'environnement modifié par décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011. Préalablement soumis à la procédure d'examen au cas par cas, ce projet a fait l'objet d'une décision de l'Ae, le 23 janvier 2014, ne le dispensant pas d'étude d'impact notamment aux motifs qu'il implique la destruction d'une partie de zones humides et d'habitats naturels et qu'il occupe des sols pollués.

L'Ae a consulté le préfet du Morbihan au titre de ses attributions en matière d'environnement par courrier daté du 3 mai 2016.

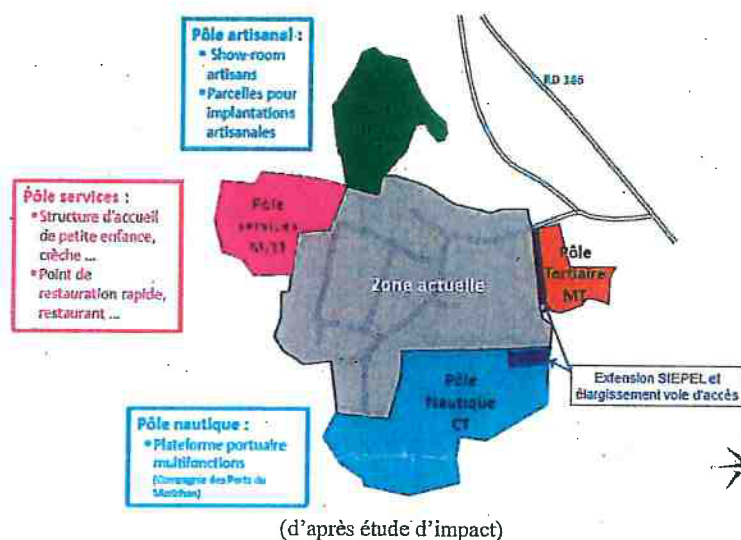
L'Ae rend son avis sur le dossier dans les deux mois suivant sa réception.

L'avis de l'Ae porte à la fois sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage, qui fait office d'évaluation environnementale, et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet. Il ne constitue pas un avis favorable ou défavorable au projet lui-même. Il vise à permettre d'améliorer la conception du projet et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur ce projet. A cette fin, il est transmis au pétitionnaire et intégré au dossier d'enquête publique ou de la procédure équivalente de consultation du public prévue par un texte particulier, conformément à la réglementation. La décision de l'autorité compétente qui autorise le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage à réaliser le projet prend en considération cet avis (article L. 122-1 IV du code de l'environnement). Cet avis ne préjuge pas du respect des autres réglementations applicables au projet.

Avis

La communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA) souhaite étendre la zone d'activités (ZA) de Kermarquer, située au nord de la commune de la Trinité sur Mer, créée dans les années 80, sur 10 ha, et aujourd'hui saturée.

Le projet consiste à créer 4 nouvelles zones, sur environ 9 ha, autour de la ZA existante. Les zones nord, nord-ouest et est, accueilleront respectivement des activités artisanales, de services et tertiaires. La zone sud est dévolue à des activités spécifiquement liées au **nautisme**, et, notamment, à l'accueil d'une nouvelle plate-forme portuaire¹, en lieu et place du port-à-sec (qui sera délocalisé) actuellement situé sur les quais du port de plaisance. Des poches de stationnement mutualisées sont prévues à l'entrée de chacune de ces extensions.



En décembre 2013, le maître d'ouvrage a présenté à l'examen au cas par cas un projet portant à la fois sur une extension, d'environ 6 ha, et sur une requalification² de la ZA. Par décision datée de janvier 2014, considérant que le projet est situé sur une commune littorale proche du site Natura 2000 « golfe du Morbihan », l'Ae ne l'a pas dispensé de la réalisation d'une étude d'impact, aux motifs qu'il implique la destruction de 2 690 m² de zones humides, qu'il est susceptible d'entraîner la destruction d'habitats naturels et qu'il occupe une portion de sol pollué par le stockage de vases issues du port de la Trinité-sur-Mer.

L'étude d'impact présentée aujourd'hui indique que la requalification de la ZA de Kermarquer était déjà engagée en septembre 2013 par la réalisation du bassin de rétention surélevé et de ses équipements -et quasiment achevée en mars 2015-, soit de façon antérieure à la décision émise par l'Ae pour le cas par cas. Elle porte dorénavant uniquement sur un projet d'extension, agrandi d'un tiers, de près de 9 ha.

L'Ae précise que les travaux de requalification et d'extension faisaient partie intégrante du projet devant faire l'objet d'une étude d'impact.

¹ Comportant sur plus de 3 ha, une aire d'entretien et un parking de longue durée pour les navires (potence de manutention), une déchetterie sélective, une plate-forme de déquillage, et un traitement spécifique des eaux pluviales des équipements d'entretien.

² Les travaux de requalification prévoyaient, en substance, l'aménagement de voiries internes et la création d'un bassin de rétention surélevé apte à gérer l'ensemble des eaux pluviales du projet (ZA existante et ses extensions), ainsi que l'aménagement des différents réseaux (électrique, télécommunication).

L'étude d'impact présente de grands principes sur l'aménagement et la prise en compte de l'environnement, sans expliciter clairement et concrètement la teneur du projet ou son impact sur l'environnement.

La localisation du projet, en dehors de toute autre variante, est justifiée par sa proximité avec la ZA existante et ses réseaux. Cependant, l'importance donnée aux extensions n'est pas justifiée et le projet ne propose pas davantage de scénario alternatif aux aménagements présentés, au regard du moindre impact **environnemental**, notamment sur les zones **humides**. Enfin, il évoque un plan de gestion des zones humides, sans en préciser les principes ou le mode opérationnel.

En substance, l'étude d'impact ne permet pas d'appréhender l'ensemble des composantes du projet et de ses impacts. Ainsi, elle ne répond pas aux exigences du code de l'environnement et l'Ae n'est pas en mesure d'évaluer l'importance des impacts du projet sur l'environnement, ni la qualité de mesures d'évitement, de réduction et de compensation, ainsi que l'efficacité de leurs mesures de suivi. Il en va nécessairement de même pour le public intéressé.

L'Ae recommande au porteur de projet d'actualiser et de compléter son étude d'impact de façon à répondre l'article R 122.5 du code de l'environnement, avant de la resaisir.

Le Préfet de région,
Autorité environnementale,



Christophe MIRMAND

MEMOIRE EN REPONSE A L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

du 24 juin 2016 relatif au dossier de Déclaration d'Utilité Publique du projet d'extension de la Zone d'Activités de Kermarquer sur la commune de La Trinité sur Mer dans le Morbihan

1. Eléments du projet

La figure reproduite dans l'avis (page 2) n'apparaît pas comme celle figurant en page 12 de l'étude d'impact finalisée, datée de mai 2015 et transmise pour avis par AQTA à l'Autorité environnementale. Le plan présenté dans l'avis correspond en effet à une ancienne version de l'étude d'impact, qui n'a pas vocation à figurer dans le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique.

Il y a donc lieu de s'interroger sur la version de l'étude d'impact analysée par l'Autorité environnementale. Il est en effet possible de considérer qu'elle se soit prononcée sur une version non définitive de l'étude d'impact et qu'elle n'ait donc pu disposer de l'ensemble des informations contenues dans l'étude d'impact finalisée.

Le principe des aménagements est ici repris de l'étude d'impact (dans sa dernière version réalisée en mai 2015 – pages 12 et 13).

« Les principes d'aménagement des extensions de la zone d'activités de Kermarquer s'articulent autour de quatre principes majeurs :

- *créer des "villages" d'activités à vocation identifiée (un village à vocation tertiaire, un village à vocation de services et un village à vocation artisanale) ;*
- *assurer une continuité et une cohérence avec la zone existante ;*
- *assurer un maillage dense de liaisons douces ;*
- *intégrer les extensions dans leur environnement naturel.*

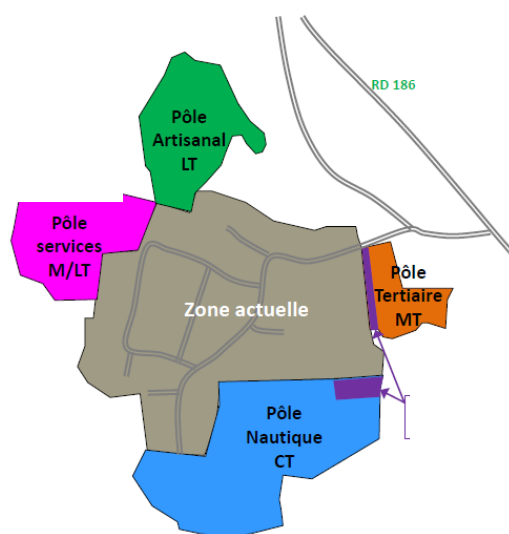


Figure 1 : Extrait du schéma directeur des Parcs d'Activités de la Communauté de Communes de la Côte des Mégalithes (CCCM) du 18/11/2013.

La sectorisation des zones d'extension est la suivante :

- *la zone Nord sera consacrée à l'artisanat ;*
- *la zone Sud est dédiée aux activités nautiques ;*
- *la zone Est servira aux activités tertiaires ;*
- *la zone Ouest accueillera les activités de services. »*

2. Le projet de requalification

- Origine du projet

Comme exposé au sein de l'étude d'impact, le nautisme a toujours été le poumon économique de la commune de la Trinité-sur-Mer qui, après avoir été un port de commerce, un port de pêche, est devenu l'une des références mondiales de la voile de plaisance et de compétition.

Actuellement, le parc d'activités de Kermarquer compte une cinquantaine d'entreprises spécialisées, soit environ 200 emplois, au service des plaisanciers et des coureurs du milieu de la compétition.

La zone d'activités, construite dans les années 70/80, est arrivée à saturation. Actuellement, la quasi-totalité des parcelles est construite ou occupée.

Entre 2012 et 2015, des travaux de requalification des espaces publics du parc d'activités ont été menés afin de valoriser ce site et de le rendre plus attractif.

Par arrêtés en date du 1^{er} août 2012 et du 13 juillet 2013, le Préfet a autorisé, après avis du CODERST, la réalisation des aménagements hydrauliques et les créations de zones humides dans le cadre de la requalification et l'extension de la zone d'activités de Kermarquer.

Les aménagements hydrauliques concernent la création d'un bassin de rétention et de décantation des eaux pluviales de 3430 m³, la création d'un nouveau tracé du cours d'eau de Kerguillé à réaliser entre le 1^{er} avril et le 31 octobre et l'aménagement puis la gestion des parcelles AT 120, AS 53 et 54 en zones humides.

Les travaux de requalification de la zone d'activités existantes réalisés à ce jour concernent :

- La reprise du réseau d'eaux pluviales,
- La création du bassin de rétention et de décantation,
- La reprise des voiries et espaces publics (trottoirs, espaces verts, espaces de stationnement, voiries),
- L'éclairage public,
- La réalisation du nouveau tracé du ruisseau de Kerguillé après avis de l'ONEMA conformément à l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2013. Auparavant ce ruisseau était raccordé au réseau d'eaux pluviales aujourd'hui connecté au bassin de rétention surélevé par l'intermédiaire d'un poste de relevage.

Ces travaux, réalisés au sein de l'emprise du parc existant, ont pu être menés indépendamment du présent projet d'extension de la zone d'activités. En effet, ces travaux de requalification du parc existant constituent un projet distinct du projet d'extension de la ZA de Kermarquer, dont la réalisation ne nécessitait pas de recourir à l'expropriation. Le parti d'aménagement de ce projet est notamment présenté en pages 13 et 18 de l'étude d'impact.

Bien que constitutif d'un projet différent du présent projet d'extension de la zone d'activités, le projet de requalification du parc existant constitue un « programme de travaux » au sens des dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'environnement. La réalisation du projet d'extension de la zone d'activités est en effet conditionnée par la réalisation du bassin de traitement des eaux pluviales prévue dans le projet de requalification. En conséquence, l'étude d'impact du projet d'extension de la zone d'activités doit donc analyser les effets et les mesures envisagées au regard de l'ensemble du programme de travaux, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

La notion de « programme de travaux » est abordée aux pages 16 et 135 de l'étude d'impact. Par ailleurs, l'analyse des effets et des mesures d'évitement, de réduction et de compensation envisagées ont été présentées tant au regard du projet d'extension de la ZA que du projet de requalification réalisé. Il est d'ailleurs précisé, de manière générale, que le projet de requalification n'emportera pas d'effet significatif sur l'environnement (page 18 de l'étude d'impact – version mai 2015).

Les effets des travaux de requalification sur l'environnement sont relativement limités, ces derniers étant réalisés à l'intérieur de la zone d'activités existante, qui est déjà urbanisée et aménagée.

En outre, le projet de requalification comporte des aménagements favorables à l'amélioration de l'environnement sur ce secteur. Ainsi, la réalisation du bassin de rétention a permis d'assurer le raccordement du réseau d'eaux pluviales de la zone, lesquelles se déversaient auparavant directement dans le milieu récepteur.

En complément de la réalisation des travaux de requalification de la zone d'activités existante, il est également nécessaire, pour permettre l'installation de nouvelles activités ou l'extension d'activités existantes, de proposer des parcelles constructibles dans le prolongement de l'existant.

L'extension de la zone d'activités permettra ainsi :

- l'accueil de nouvelles activités en proposant diverses surfaces,
- de répondre aux besoins de développement d'entreprises déjà installées sur le parc,
- de créer de nouveaux emplois.

Ce projet intégrera les sensibilités environnementales du site et ouvrira des opportunités de reconquête de milieux naturels dégradés antérieurement.

Les principes d'aménagement des extensions de la zone d'activités de Kermarquer s'articulent autour de quatre principes majeurs :

- créer des "villages" d'activités à vocation identifiée (un village à vocation tertiaire, un village à vocation services et un village à vocation artisanale) ;
- assurer une continuité et une cohérence avec la zone existante ;
- assurer un maillage dense de liaisons douces ;
- intégrer les extensions dans leur environnement naturel.

- Historique

En 2003, suite à une demande grandissante d'entreprises locales pour s'installer dans la zone d'activités de Kermarquer et compte tenu du manque de disponibilité foncière, le Conseil municipal de la Trinité-sur-Mer a décidé d'engager une révision simplifiée en séance du conseil municipal du 19 décembre 2003. Par une délibération du 28 décembre 2005, le conseil municipal de la Trinité-sur-Mer a approuvé la révision simplifiée du POS.

En 2009, le Ministère chargé du développement durable a lancé un appel à projets national dénommé « Port Exemplaire ». Cet appel à projets vise à permettre un développement économique des ports de plaisance par la prise en compte du développement durable. La réponse à l'appel à projets de la commune de La Trinité-sur-Mer a été retenue sur la base de la valorisation de l'interface ville/port et en raison de l'optimisation de son fonctionnement (aménagement, circulation, stationnement, intégration paysagère, etc). Le projet de la commune développe le concept de port excentré à terre, dont l'une des extensions de la ZA de Kermarquer constitue la clef de voûte. En effet, la zone d'extension Sud sera consacrée à l'installation d'un port à terre afin de remplacer le port de plaisance existant.

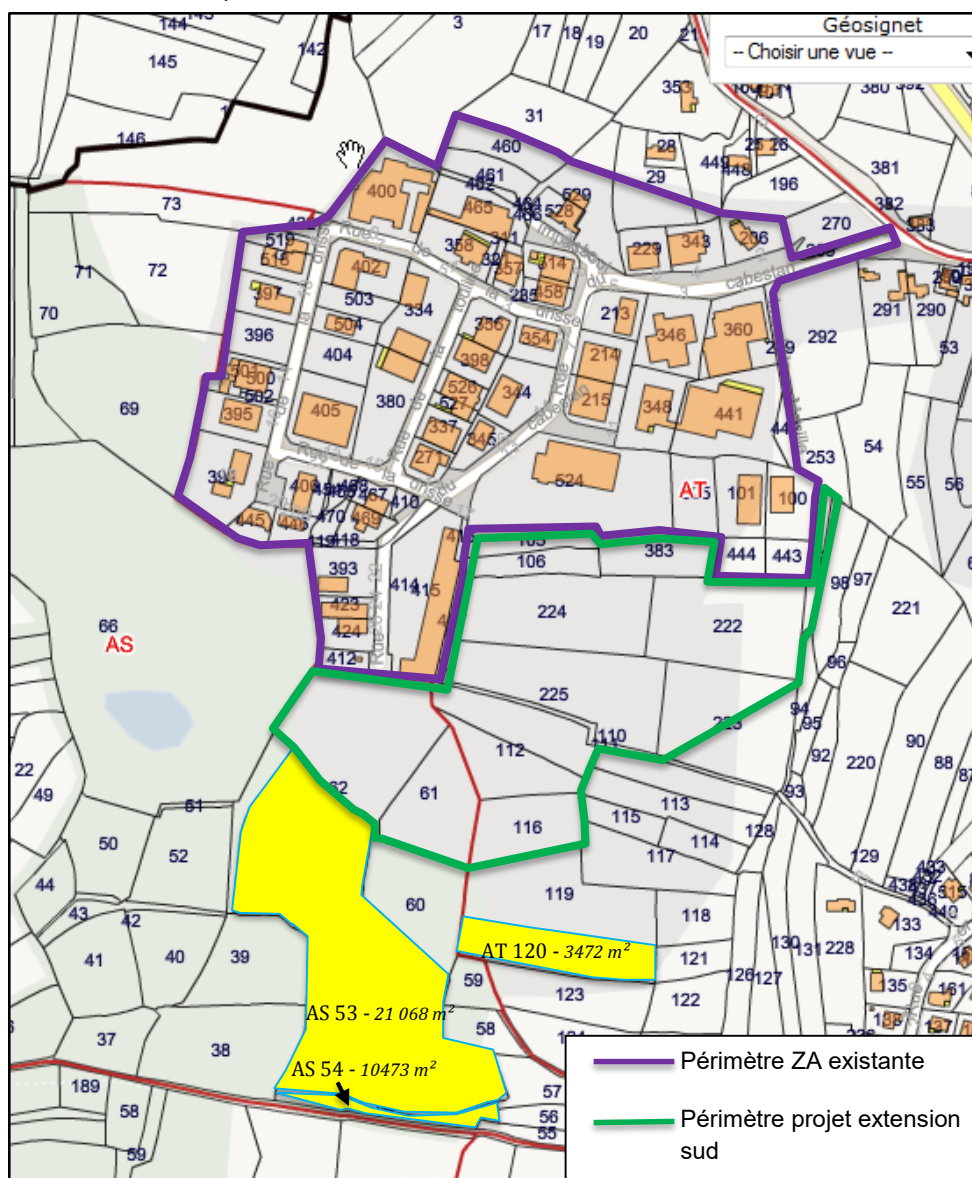
Dans cette perspective, un dossier d'autorisation relatif à la requalification et à l'extension du parc d'activités de Kermarquer a été établi au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement. Une présentation au CODERST a été faite le 5 juin 2012. Un arrêté préfectoral d'autorisation a été délivré le 1^{er} août 2012 avec prescriptions de réaliser une étude de risques sanitaires (analyse physico-chimiques) afin de déterminer la dangerosité des sédiments au droit du secteur concerné par la réalisation du bassin de rétention des eaux pluviales, puisque son emprise est constituée d'anciennes zones de dépôt des vases du port.

Cette étude des risques sanitaires a mis en évidence la présence de polluants. En conséquence, un dossier d'autorisation complémentaire a été élaboré afin de présenter les dispositions prises pour permettre la réalisation du bassin de rétention. Ces nouvelles dispositions ont reçues un avis favorable du CODERST et fait l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral le 13 juillet 2013.

Comme indiqué précédemment et dans l'étude d'impact, les travaux de requalification du parc d'activités comprenant la réalisation du bassin de rétention et la création du nouveau tracé du ruisseau de Kerguillé ont été réalisés entre 2013 et 2015. Ces aménagements seront également utiles au projet d'extension de la zone d'activités.

L'aménagement, la réhabilitation et la gestion des zones humides, autorisés par arrêté préfectoral du 13 juillet 2013 sur les parcelles AT 120 et AS 53 et 54, seront réalisés une fois l'obtention de la déclaration d'utilité publique. A ce jour, la collectivité est propriétaire des parcelles AS 53 et 54. Elle doit acquérir la parcelle AT 120. Ces 3 parcelles se situent hors du périmètre de la ZA requalifiée. Ces travaux permettent d'assurer la compensation des zones humides détruites lors de l'aménagement originel du parc d'activités.

Plan de situation de parcelles AS 53, AS 54 et AT 120.



Le plan de géomètre délimitant les immeubles à acquérir ou acquis nécessaire au projet (Pièce n°4 du dossier de DUP) intègre la situation des parcelles AS 53, AS 54 et AT 120. De plus, ce plan fait apparaître les périmètres de la zone d'activités existante (zone de requalification) et le projet d'extension (périmètre de l'opération).

Dans son avis du 24 juin 2016, l'Autorité environnementale reproche à l'étude d'impact de ne pas « expliciter clairement et concrètement la teneur du projet ou son impact sur l'environnement ». Pourtant le projet d'extension de la zone d'activités est décrit aux pages 10 à 17 de l'étude d'impact. Au sein de ces développements, plusieurs plans présentent notamment les scénarios envisagés pour chacune des extensions projetées.

Par ailleurs, le projet de requalification est lui-même présenté en page 18.

3. La définition des impacts sur l'environnement

L'étude d'impact en date de mai 2015 inclut le chapitre 3 « Analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires et permanents à court, moyen et long terme » (pages 108 à 134 de l'étude d'impact).

Ce chapitre décrit les effets pour les différentes thématiques relevées dans l'état initial (chapitre 2) et regroupées en 6 grandes parties : milieu physique, milieu aquatique, milieu naturel, paysage et patrimoine, aspects socio-économiques, santé, conformément au dispositif prévu par l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Le tableau suivant synthétise les thèmes abordés et les impacts identifiés.

Thèmes	Impacts	
Milieu physique		
Facteurs climatiques	Pas d'impact.	
Géologie	Pas d'impact	
Sol	Terrassement : impact mineur.	
Topographie	Variation peu visible : impact négligeable.	
Qualité de l'air	Phase travaux : Envol de poussière et rejet issus des gaz d'échappement des engins de chantier. Impact mineur, direct et temporaire sur les habitants à proximité.	Phase d'exploitation : Rejets atmosphériques. Issues de l'augmentation du trafic. Impact négligeable, direct et permanent.
Bruit	Bruits liés aux travaux et engins de chantier : impact modéré, indirect et temporaire.	Bruits liés aux activités de la ZA : impact direct, permanent et modéré.
Risques naturels	<ul style="list-style-type: none">- Risque sismique faible : pas d'impact.- Risque de submersion marine proche du périmètre approché : pas de modification du risque lié au projet.- Inondation : Augmentation de la surface d'interception des eaux pluviales. Impact direct, permanent et modéré.	

Milieux aquatiques	
<i>Eaux souterraines</i>	<p>Pas d'utilisation des eaux souterraines.</p> <p>Impact sur les eaux souterraines potentiel lié à une pollution accidentelle de la nappe : impact indirect, temporaire, mineur.</p>
<i>Eaux superficielles continentales</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Impact sur la quantité, augmentation des ruissellements et des surfaces imperméabilisées : impact direct, permanent et modéré. - Déviation de cours d'eau. - Impact sur la qualité de l'eau : <ul style="list-style-type: none"> En phase travaux, augmentation des MES et du risque de pollution accidentelle : impact direct temporaire et mineur. En phase d'exploitation : lessivage de terrains, polluants liées aux voiries, toitures..., impact indirect, temporaire et mineur.
<i>Eaux côtières</i>	<p>Qualité des eaux gérée en amont par un bassin de rétention : impact négligeable voir nul.</p>
Milieu naturel	
<i>Inventaires patrimoniale et périmètres réglementaires</i>	<p>Le projet n'est pas situé ou connecté à un site naturel d'intérêt ou réglementaire : impact nul.</p>
<i>Natura 2000</i>	<p>Le projet n'est pas connecté aux sites ni attractif pour les espèces d'intérêt : impact nul.</p>
<i>Habitats naturels</i>	<p>Impacts liés aux travaux, gestion des eaux, pollution accidentelle, destruction habitats dont une zone humide : impacts directs, permanents et forts.</p>
<i>Flore</i>	<p>Aucune espèce d'intérêt présente dans le périmètre du projet et destruction de la flore locale : impact direct, permanent et mineur.</p> <p>Destruction des espèces invasives : impact positif.</p>
<i>Faune</i>	<p>Espèces d'intérêt observées dans le périmètre du projet essentiellement dans la zone d'extension sud. Impacts liés à la destruction et isolement des habitats, destruction d'individus, dérangement : impacts directs, permanents et modérés.</p>

<i>Continuités écologiques</i>		Pas d'impact, ruisseaux et boisements préservés.
<i>Paysage</i>		Modification du paysage seulement pour les habitations à proximité immédiate des zones d'extension nord et est ainsi que l'intégration dans l'environnement du projet : impact direct, permanent et modéré.
<i>Patrimoine</i>		Monument historique à proximité et sensibilité archéologique principalement sur la zone d'extension est : impact direct, permanent et modéré.
Aspects socio-économiques		
<i>Urbanisme</i>	<i>Habitations et populations</i>	<p>Aucune d'habitation présente dans le périmètre du projet : Impact nul.</p> <p>Habitations présentes dans les 100 mètres autour du périmètre du projet : impacts liés aux travaux et aux activités, indirects, temporaires et modérés.</p>
	<i>Maîtrise foncière</i>	La Communauté de communes devra acquérir les terrains nécessaires aux zones d'extension dans le cadre du projet.
<i>Activités économiques</i>		<p>Impact mineur sur les exploitations agricoles.</p> <p>Perturbation des chemins pédestres.</p> <p>Impact positif sur les activités de plaisance par l'augmentation des capacités par le projet.</p>
<i>Gestion des déchets</i>		La gestion des déchets est réalisée par les entreprises : impact direct, permanent et négligeable.
<i>Réseaux et servitudes</i>		<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des réseaux existant et des capacités de traitement des nouveaux besoins. - Déplacement doux bloqués le temps des travaux. - Augmentation du trafic routier. - Respect des servitudes pris en compte dans le projet. <p>Il s'agit d'impacts mineurs, directs et permanents.</p>
<i>Consommation énergétique</i>		Utilisation d'énergie renouvelable possible. Consommation variable en fonction du type d'énergie utilisé.

<i>Santé</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Impact sur la santé lié à la pollution atmosphérique négligeable. - Impact sur la santé lié aux nuisances sonores négligeable si respect des normes. - Impact sur la santé lié à la pollution des eaux négligeable. - Impact sur la santé lié à la phase travaux (gêne ponctuelle) négligeable.
--------------	--

Le chapitre 7 décrit l'ensemble des mesures destinées à éviter, réduire et compenser les impacts du projet (page 149 à 167). Un tableau de synthèse des mesures est présenté aux pages 162 à 167.

L'ensemble des composantes du projet et ses impacts a donc été pris en compte au sein de l'étude d'impact.

4. Justification du projet

L'Autorité environnementale affirme que « *l'importance donnée aux extensions n'est pas justifiée* » et que « *le projet ne propose pas davantage de scénario alternatif aux aménagements présentés* ».

Pourtant, le chapitre 5 « Esquisses et principales solutions de substitution examinées » (pages 136 à 139) explique la justification du projet au regard du projet global de la commune appelé « Port exemplaire ».

Le chapitre 5.2.3 présente ainsi la justification de la localisation du projet au regard :

- du choix d'une nouvelle localisation sur le territoire communal, qui génèrerait une perte importante d'habitats naturels,
- de la détermination des parcelles d'extension en cherchant à éviter le maximum de zones à enjeux environnementaux.

De plus, le chapitre 1.2, page 10, présente un historique du projet, expliquant l'intérêt de cette extension.

5. Plan de gestion des zones humides

L'Autorité environnementale regrette que ne soient pas précisés les principes ou le mode opérationnel du plan de gestion des zones humides évoqué au sein de l'étude d'impact.

Afin de compléter l'étude d'impact sur les aspects liés au plan de gestion des zones humides, un comité de suivi sera mis en place. Il sera composé des d'acteurs concernés (ONEMA, AQTA, DDTM...).

Le comité de suivi sera destinataire de tous les comptes rendus de visites de terrains. Il pourra prendre des décisions concernant la nécessité éventuelle de réaliser de nouveaux travaux d'amélioration et se réunira à minima cinq ans après les travaux pour évaluer le bilan des suivis.

- Description du plan de gestion :

Le suivi se déroulera sur une période de 20 ans avec une fréquence de passage tous les 5 ans, au-delà des 5 premières années. Il consistera en la réalisation d'inventaires de terrain visant à évaluer l'utilisation des espèces et l'évolution des milieux.

Il est proposé un suivi annuel (3 passages – automne/hiver/printemps) durant les cinq années suivant les travaux :

- Une visite annuelle aura lieu un an après les travaux (automne) dans les parcelles « mesures compensatoires ». Cette visite aura pour objectif de requalifier les habitats existants, de surveiller le développement éventuel de *Baccharis* (réalisation de nouveaux arrachages), d'identifier la présence d'amphibiens et de confirmer la présence de zones humides.
- De même, afin d'évaluer la fonctionnalité des mares pour la reproduction des amphibiens, une visite annuelle en fin d'hiver sera menée.
- Le suivi des mesures compensatoires sera complété par des inventaires visant à évaluer la fonctionnalité globale des sites et leurs abords pour l'ensemble des groupes.
Les inventaires se feront entre avril et juin.

Chacune des sorties fera l'objet d'un compte-rendu remis au comité de suivi.

Ce suivi sera assuré par un bureau d'études qui disposera en interne des compétences pour ce suivi et analyser les résultats (suivi de l'évolution).

Au bout de la cinquième année, les résultats permettront de définir la suite à mener selon les nécessités. Le suivi initial sera prolongé par un passage tous les cinq ans, sur quinze ans après les cinq premières années de suivi.

- Synthèse du planning de gestion et suivis

Le tableau suivant reprend les éléments de gestion et de suivis énoncés précédemment.

Suivis	Actions	Fréquence	Périodicité sur 20 ans
Lutte contre le <i>Baccharis</i>	Arrachage du <i>Baccharis</i>	1 à 2 fois par an en automne	Sur les 5 premières années puis tous les 5 ans
Maintien ouverture du milieu	Coupes de jeunes pins et saules si nécessaire	1 fois par an en automne	Sur les 5 premières années puis tous les 5 ans
Rajeunissement de l'habitat landes	Coupes des ajoncs les plus développés et saules	Une fois tous les deux ans en automne	Sur les 5 premières années puis tous les 5 ans
Surveillance habitats, <i>Baccharis</i> , zones humides	Observations habitats, zones humides	Un passage en automne	Sur les 5 premières années puis tous les 5 ans
Reproduction des amphibiens/ fonctionnalité des mares	Observations et inventaire amphibiens	1 visite du site en mars	Sur les 5 premières années puis tous les 5 ans
Fonctionnalité des mesures compensatoires	Observations et inventaires des différents groupes	1 passage entre avril et juin	Sur les 5 premières années puis tous les 5 ans



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bretagne

Service Connaissance, Prospective et Évaluation
Division Évaluation Environnementale

Affaire suivie par : Autorité environnementale
Tél. : 02 99 33 43 28 – Fax : 02 99 33 44 33
autorite-environnementale.bretagne@developpement-
durable.gouv.fr.
Garance 2016-004121

Rennes, le

15 MAR. 2017

Le Directeur régional,

à M. le Préfet du Morbihan

Secrétariat général/DRCL/BIU
Place du Général de Gaulle
BP 501
56019 VANNES cedex

Objet : Dossier de DUP extension de la zone d'activités de Kermarquer – La Trinité sur Mer (56)

Copie : DDTM 56/SUH

Par courrier du 12 janvier 2017, vous m'avez transmis l'étude d'impact (datée de décembre 2015) du dossier de DUP relatif à l'extension de la zone d'activités de Kermarquer à la Trinité sur Mer, accompagnée d'un mémoire en réponse faisant suite à l'avis de l'Autorité environnementale (Ae) du 24 juin 2016, en vous interrogeant si un avis complémentaire sur ce dossier sera émis.

Il s'agit d'un dossier pour lequel la collectivité se réfère au fait acquis, plusieurs éléments du projet ayant été réalisés entre le moment où celui-ci a fait l'objet d'un examen au cas par cas en décembre 2013, ne le dispensant pas d'étude d'impact, et la saisine de l'Ae pour avis en avril 2016.

Le mémoire en réponse transmis, non daté, remet en cause la version de l'étude d'impact sur laquelle l'Ae s'est prononcée.

Il fait référence à des éléments d'une étude dont la date, mai 2015, est antérieure à celle (décembre 2015) de l'étude qui a été transmise à l'Ae pour avis.

Par définition, un mémoire en réponse n'est pas une étude d'impact. Il ne répond donc pas à la recommandation de l'Ae invitant le porteur de projet à actualiser et compléter son étude d'impact de façon à retranscrire la démarche d'évaluation réalisée et vérifier la prise en compte de l'environnement par le projet, conformément à l'article R122-5 du code de l'environnement. L'Ae n'en a par conséquent pas accusé réception.

En l'état actuel, la fiabilité juridique de ce dossier et de la procédure d'autorisation de ce projet ne paraît pas assurée, mais il est de la responsabilité du porteur de projet de prendre en compte ou non les recommandations de l'Ae.

Le Préfet de la région Bretagne,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de service Connaissance,
Prospective et Évaluation,

Horaires d'ouverture : 9h-12h / 14h-17h (sauf vendredi 16h)
Tél : 33 (0)2 99 33 45 55 – fax 33 (0)2 99 33 45 16
L'Armorique - 10, rue Maurice Fabre - CS 96515
35065 Rennes cedex

PREFECTURE REGION BRETAGNE

Monsieur Christophe MIRMAND

Préfet de Région

3 rue Martenot

CS 26517

35065 RENNES CEDEX

Auray, le 14 septembre 2017

Dossier suivi par : Arnaud LEVASSEUR developpement.economique@auray-quiberon.fr

Réf : PLR/KJ/EO/AL/JF/2017-8050

Objet : Dossier de DUP extension du Parc d'activités de Kermarquer à La Trinité sur Mer (56)

Monsieur le Préfet de Région,

En avril 2016, le Préfet du Morbihan a saisi l'Autorité Environnementale concernant l'étude d'impact pour la demande de déclaration d'utilité publique du projet d'extension du Parc d'Activités de Kermarquer, sur la commune de La Trinité sur Mer, porté par la Communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique.

L'Autorité Environnementale a émis un avis dans les deux mois suivants en précisant que l'étude d'impact ne permet pas d'appréhender l'ensemble des composantes du projet et de ses impacts. Elle recommande au porteur de projet d'actualiser et de compléter son étude de façon à répondre à l'article R 122.5 du code de l'environnement. Elle fait référence à l'examen au cas par cas déposé en décembre 2013 par la Communauté de communes de La Côte des Mégalithes portant à la fois sur une requalification de la ZA et un projet d'extension.

En octobre 2016, un mémoire en réponse a été transmis à l'Autorité Environnementale dans lequel il est rappelé qu'un dossier d'autorisation relatif à la requalification et à l'extension du Parc d'Activités de Kermarquer a été établi au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et présenté au CODERST le 5 juin 2012. Ces dispositions ont reçu un avis favorable du CODERST et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 13 juillet 2013 à la suite duquel les travaux de requalification du Parc d'Activités ont été réalisés entre 2013 et 2015.

Par courrier en date du 15 mars 2017, vous m'informez que ce mémoire ne répond pas aux recommandations de l'AE et qu'en l'état actuel la fiabilité juridique de ce dossier et de la procédure d'autorisation ne paraît pas assurée.

Soucieux de répondre au mieux aux recommandations de l'Autorité Environnementale, je sollicite une rencontre auprès de vos services afin d'échanger précisément sur les éléments attendus pour actualiser cette étude d'impact.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à notre dossier et je vous prie de croire, Monsieur le Préfet de Région, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Président 
Philippe LE RAY



Copie à Monsieur le Préfet du Morbihan, Monsieur le Maire de La Trinité sur Mer, Monsieur Ronan ALLAIN, Vice-Président AQTA délégué au Développement Economique et à la gestion des ZA.

PRÉFET DU MORBIHAN

Préfecture du Morbihan
Direction de la citoyenneté
et de la légalité
Bureau de l'intercommunalité
et de l'urbanisme
Affaire suivie par : Francine CREAC'H
Tél : 02 97 54 86 51
francine.creac'h@morbihan.gouv.fr

Vannes, le - 1 OCT, 2018

Le préfet du Morbihan
à
Monsieur le président
de la Communauté de communes
Auray Quiberon Terre-Atlantique
Service développement économique
à l'attention de M. LEVASSEUR
40 rue du Danemark – Porte océane
CS 70447
56404 AURAY Cédex

(en communication à M. le sous-préfet
de Lorient)

Objet : Commune de La Trinité-sur-Mer - Demande de déclaration d'utilité publique du
projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer.
PJ : Information du 27 septembre 2018 de l'autorité environnementale (MRAe).

Par courrier du 18 juillet dernier, j'ai saisi l'autorité environnementale pour avis sur votre
projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer sur la commune de La Trinité-sur-
Mer. Ce dossier comportait une demande de déclaration d'utilité publique ainsi qu'une étude
d'impact.

Je vous transmets ci-joint l'information que vient de m'adresser l'autorité environnementale
par laquelle elle indique ne formuler aucune observation sur ce dossier.

Le préfet,

Par délégation
Le secrétaire général

Cyrille LE VELY



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Information de la Mission régionale
d'autorité environnementale de Bretagne
sur l'extension de la zone d'activités de Kermarquer
à La Trinité-sur-Mer (56)**

n°MRAe 2018-006285

La MRAe Bretagne n'a pas pu étudier, dans le délai de deux mois imparti, le dossier mentionné ci-dessus et reçu le 27 juillet 2018. En conséquence et conformément à l'article R. 122-7 du code de l'environnement, elle n'a formulé aucune observation concernant ce dossier.

La présente information sera :

- notifiée à l'autorité compétente à l'origine de la saisine,
- jointe au dossier soumis à enquête publique ou autre procédure de participation du public,
- mise en ligne sur le site Internet de la MRAe (www.mrae.developpement-durable.gouv.fr).

Fait à Rennes, le 27 septembre 2018

La présidente de la MRAe Bretagne

Aline Baguet